

« Les socialistes doivent rester unis »



La France est à la lutte pour son redressement.
Le pays a besoin de justice et de réformes.
L'Europe de Bruxelles se cabre face aux demandes de croissance.
Le national populisme avec son cortège de xénophobie monte dans les urnes
et dans les têtes.
La droite se radicalise contre notre modèle social.
Le terrorisme peut à chaque instant frapper nos sociétés.
L'urgence écologiste ne fait de doute pour personne.
Tout cela appelle du sang froid, de la dignité, de la réflexion et de la détermination
dans l'action.
Aucune divergence au monde ne doit donner lieu, à ce moment de l'histoire,
au triste spectacle de la surenchère, de la division et du positionnement.
Les socialistes doivent rester unis.
Les courants socialistes doivent débattre sans se battre.
Les dirigeants doivent maîtriser leur expression.
Nous nous devons de nous reformuler par un débat serein. Nous le devons à
notre pays, à la gauche, à notre Parti, à nos militants à notre Histoire.
Alors travaillons, réfléchissons, agissons ensemble dans la fraternité pour
réussir la fin du quinquennat. C'est là la véritable unité nécessaire.
Balayons les querelles subalternes et les combats secondaires de personnes.
Cessons de nous distribuer bons et mauvais points.
L'unité doit triompher. Le Parti socialiste doit l'emporter.

Cambadélis

Les États généraux font le plein dans les fédérations



Partout en France, dans les sections et les fédérations, les militants se mobilisent pour débattre dans le cadre des États généraux des socialistes. Depuis leur lancement à la Rochelle fin août, les États généraux ont déjà donné lieu à près de 1500 réunions.

Dans la Sarthe, les 15 et 16 octobre derniers, les militants se sont retrouvés dans plusieurs villes du département : Conneré, La-Suze-sur-Sarthe, la Flèche et Ballon. Ils ont ainsi travaillé au cours d'ateliers thématiques, réunissant à chaque fois une trentaine de participants, notamment sur « *les socialistes et l'Etat* », « *les socialistes et l'économie-monde* », ou encore « *les socialistes et la République* ».

En Charente Maritime, le 16 octobre, les militants socialistes se sont retrou-

vés à Saujon et à Saintes pour évoquer deux thèmes choisis par les sections organisatrices : les enjeux de démocratie, y compris au sein de notre formation politique, et la laïcité qui, pour les militants, doit être réinterrogée.

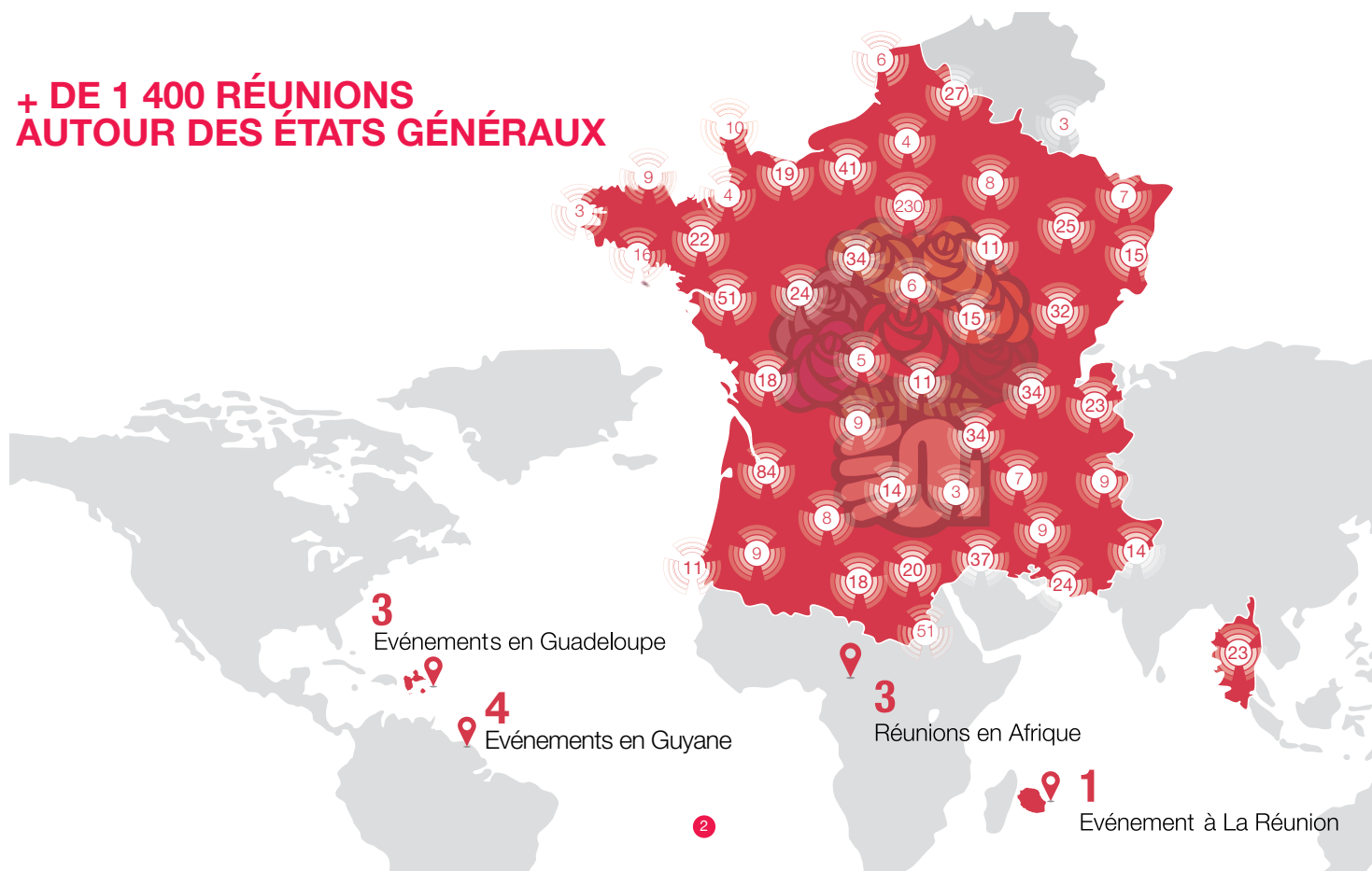
Entre le 10 et le 16 octobre, quatre conférences-débats étaient organisées par la Fédération du Loiret autour de différentes thématiques, réunissant à chaque fois de nombreux militants et sympathisants.

Le 18 octobre, à Argenteuil, le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis était invité par Philippe Doucet, député, à participer à un débat, également autour du thème de la laïcité, avec Rachid Temal, premier secrétaire

fédéral du Val d'Oise, Esther Benbassa, sénatrice EELV du Val de Marne et Nordine Nabili, journaliste et président du Bondy Blog.

Le même jour, ce fut un premier rendez-vous réussi à Limoux pour le lancement des États généraux dans l'Aude autour de Jean Brunel, nouveau premier secrétaire fédéral, d'André Viola, président du Conseil général et de Jean-Paul Dupré, député-maire de Limoux. Plus de deux heures de discussions et de débats ont permis aux militants d'aborder les thèmes de l'émancipation et du progrès afin d'élaborer plusieurs contributions fédérales. Trois autres réunions sont déjà prévues jusque début novembre.

+ DE 1 400 RÉUNIONS AUTOUR DES ÉTATS GÉNÉRAUX





Audition de Myriam Revault d'Allonnes

Mardi 8 octobre, les membres du Comité de pilotage étaient réunis autour de Myriam Revault d'Allonnes, philosophe, auteure de *La crise sans fin – Essai sur l'expérience moderne du temps* (Seuil, 2012), afin d'aborder le thème : « la crise du progrès, le progrès en crise ».

Le Progrès est au cœur des sociétés démocratiques, il est l'un des « enjeux de l'émancipation », selon les mots de Guillaume Bachelay. Pourtant, il est aujourd'hui remis en cause par une « crise du rapport à l'avenir », qui nécessite à la fois « d'affirmer la référence et l'horizon du Progrès, et d'en penser le contenu et les limites ».

Pour Myriam Revault d'Allonnes, la question de la crise du progrès et du rapport à l'avenir est à mettre en lien avec « la fragilité de l'expérience démocratique », sa « fragilité structurelle », et entame « le rapport aux autres ».

Cette expérience démocratique, la philosophe l'entend au sens large, au-delà d'une simple pratique du pouvoir ou d'un système institutionnel, il s'agit d'une « manière de vivre ensemble, impliquant un style d'existence, des mœurs, une assise mentale et affective, un ensemble de croyances configurant des normes implicites ».

L'expérience démocratique, au fond, ne procure « aucune certitude », et elle est « investie en permanence par le débat sur les valeurs et les normes ». L'individu doit donc vivre avec l'incertitude, dans une société où « les pôles d'identification lui permettant de désigner le commun ne sont jamais entièrement actualisables, saisissables comme des entités ».

ASSUMER L'INCERTITUDE

Aujourd'hui, à cette difficulté structurelle de la démocratie s'ajoutent les problèmes nouveaux que sont la mondialisation, le développement du capitalisme financier, l'insécurité croissante, et « l'épuisement des modalités traditionnelles de l'action politique ». Ces nouvelles incertitudes sont à mettre en lien avec la crise du rapport à l'avenir, avec un nouveau type de relation au temps et à l'histoire. Il y a également une nouvelle manière d'être au temps, ancrée dans l'idée d'un futur incertain et insaisissable, qui impacte le regard de la société sur son avenir collectif, le regard de l'individu sur son existence.

Comment agir ? « Assumer l'incertitude, c'est tout simplement com-

prendre ce qu'est une politique démocratique, comprendre ce qu'elle ne peut pas être. (...) Il faudrait passer d'une crise de certitudes à une expérience d'incertitudes où celles-ci seraient assumées », explique Myriam Revault d'Allonnes, et donc ne pas s'abandonner aux représentations catastrophistes de l'avenir.

Par ailleurs, si les modalités traditionnelles de la politique sont délaissées par les citoyens, il n'y a pas non plus un désintérêt à l'égard de la politique. De nouvelles pratiques apparaissent mais elles ne se fixent pas dans la durée, dans les institutions. Il s'agira donc de porter une attention particulière à « la qualité des modalités de la démocratie », comme l'explique Guillaume Bachelay, afin de faire émerger de nouvelles formes de citoyenneté.

Myriam Revault d'Allonnes a formulé une critique véhémente de « toutes les formes de victimisation qui enfermeraient les individus dans l'incapacité, l'impuissance ». En réponse, elle propose d'entamer un véritable « travail pédagogique de longue haleine » ayant pour objectif la prise de conscience « qu'agir, c'est agir dans un monde incertain », comprendre « la capacité des hommes, et les limites ».



Audition de Yann Algan

Le Comité de pilotage des États généraux a reçu mercredi 8 octobre l'économiste Yann Algan, auteur de *La fabrique de la défiance... et comment s'en sortir*, autour du thème de « la société de défiance ».

Cette audition a permis d'aborder le rapport de la société française à l'avenir, fortement marquée par le pessimisme, et de comprendre « comment l'enjeu de la confiance mutuelle est une des conditions de possibilité du développement économique, du bien-vivre, de la réduction des inégalités ».

Yann Algan est d'abord revenu sur ce « paradoxe français », mis en lumière par plusieurs enquêtes depuis une trentaine d'années : « un bonheur privé assez important, mais un vrai malheur public ». Ce pessimisme porte sur le destin collectif. Au-delà, les Français sont aussi défiant vis-à-vis des autres, en dehors du cercle de leurs proches. Or, pour aboutir à une vraie démocratie, une société apaisée, « nous avons besoin de la confiance dans les autres ». Pour Yann Algan, la confiance implique l'incertitude, puisqu'elle vise « l'action de pouvoir mettre des ressources en commun avec une autre personne en sachant que l'investissement sera bénéfique », sans pour autant être certain de la réciprocité.

L'économie s'est intéressée à ce sujet afin d'expliquer les différences de déve-

loppement. Le Prix Nobel d'économie en 1972, Kenneth Arrow, avait déclaré : « *Ce qui explique les principales différences de développement entre pays, ce sont les différences de coopération et de confiance* ». Concernant la France, « le déficit de confiance expliquerait deux points de PIB de perte », a complété Yann Algan.

Alors qu'il était moindre dans les sociétés industrielles, l'impact du déficit de confiance est bien plus prégnant dans les sociétés de services et d'innovation. Les pays les plus aptes à l'innovation sont dotés d'une organisation horizontale, à l'inverse de la France, société extrêmement hiérarchique.

DÉFICIT DE CONFIANCE

Le coût de ce déficit n'est pas qu'économique, il a également un coût en termes de bien-être : « les pays où les citoyens sont les plus satisfaits sont les pays où les coopérations sont les plus élevées », explique Yann Algan. Pour pallier l'angoisse suscitée par l'absence de coopérations, les institutions devraient prendre en charge les risques émanant d'autres êtres humains.

« La confiance n'est ni un gène, ni un produit culturel ; c'est quelque chose qui se construit et qu'on peut changer ». Yann Algan assure qu'il existe des « leviers

concrets » pour changer les choses. La défiance en France ne trouve pas son origine dans les inégalités de revenus ou dans la pauvreté, mais dans l'organisation trop hiérarchique de la société, qui entraîne une inégalité de positions. Cette hiérarchie se retrouve dans les « trois temps de parcours du citoyen français ».

Le premier, c'est celui de la sphère publique, marquée par un fort dysfonctionnement de nos institutions. Pour Yann Algan, il est nécessaire d'améliorer la transparence de la vie publique, d'interdire le cumul des mandats, de mieux encadrer les conflits d'intérêts, et nos politiques publiques ; autant d'enjeux qui ont fait l'objet d'action ou d'évolution depuis 2012 et l'élection de François Hollande, comme l'a souligné Guillaume Bachelay.

Dans les entreprises, second temps du citoyen, la hiérarchie aussi est omniprésente et entraîne un « déficit de management », malgré des évolutions innovantes récentes. Pour améliorer la situation, Yann Algan met en exergue le dialogue social, source de productivité et de bien-être au sein de l'entreprise. Enfin, l'école française, source de malaise pour beaucoup d'élèves et dans le corps enseignant, doit être réformée afin d'aboutir à une « école de la confiance », qui développerait davantage les capacités non-cognitives, les capacités sociales.



Auditions de François Chérèque, Laura Slimani et Fabienne Ferrerons

« *Au cœur du nouveau progressisme, il y a la priorité à la jeunesse* », c'est en posant ce constat que Guillaume Bachelay a entamé l'audition sur « *la place des jeunes, les politiques pour la jeunesse* » mardi 14 octobre 2014.

Fabienne Ferrerons, Secrétaire nationale aux relations extérieures des Jeunes ouvrières chrétiennes (JOC), Laura Slimani, Présidente des Jeunes socialistes (MJS), et François Chérèque, Président de l'Agence du service civique, étaient invités à débattre de ce thème devant les membres du Comité de pilotage.

Les intervenants ont partagé plusieurs analyses, dont l'idée d'une jeunesse qui connaît de nombreuses inégalités, comme le reste de la société. Cette jeunesse, qui constitue l'une des priorités du quinquennat de François Hollande, connaît une dégradation de sa situation depuis de nombreuses années. Fabienne Ferrerons a évoqué un sentiment d'impuissance et d'inutilité, amplifié par l'entrée compliquée dans le monde du travail, qui reste pourtant « *la clef pour une vie meilleure* ». Ce sentiment engendre un rapport distancié à la vie publique et politique dans la mesure où « *le jeune ne peut pas prendre sa place dans la vie politique quand tout lui fait comprendre qu'il n'a pas de place dans la vie sociale* ». Fabienne Ferrerons a toutefois alerté sur le fait que cette jeunesse, malgré les difficultés, ne se veut ni « *victime* », ni « *sacrifiée* » : « *les jeunes veulent de l'égalité, pas qu'on les aide avec une forme de pitié* ». Dans les politiques publiques, les Jeunes ouvrières chrétiennes refusent les mesures spécifiquement destinées aux

jeunes et souhaitent un « *accès au droit commun* » : « *Les jeunes font partie de la population à part entière, ils ne devraient pas faire l'objet de mesures spécifiques les faisant sortir du droit commun* ». La JOC dénonce également un manque d'accompagnement dans l'accès à l'emploi, et un manque d'information sur le droit du travail, qui devrait être acquis durant les études et tout au long de la vie professionnelle.

ARRÊTER LE « BIZUTAGE SOCIAL »

De son côté, Laura Slimani a insisté sur la prise en compte très récente de la jeunesse comme un « *temps de vie* », une « *période entre l'enfance et l'âge adulte, qui tend à s'allonger* », et l'aspiration commune des jeunes à d'avantage d'autonomie. Elle a également salué les changements dans « *la manière de faire une politique de la jeunesse* » depuis deux ans et demi, et les nombreuses mesures prises : emplois d'avenir, centres de santé universitaires supplémentaires, la réforme des stages, l'augmentation des bourses, engagement sur la construction de logements étudiants.

Par la suite, elle a appelé à « *massifier la politique des contrats aidés- en les orientant, comme le préconisait le projet socialiste en 2011, vers les métiers de la transition énergétique- et à miser plus sur l'apprentissage, même si celui-ci n'est pas une réponse unique et univoque* ». « *L'alignement de la majorité sociale sur la majorité politique* », ou « *la fin du bizutage social* », reste l'une des revendications majeures des Jeunes

socialistes. Ainsi, les jeunes devraient pouvoir bénéficier du Revenu de Solidarité Active (RSA) dès leurs 18 ans, et non à partir de 25 ans seulement.

Il s'agit là en effet d'une anomalie évoquée par François Chérèque lors de son intervention : « *Le minimum social pour les plus de 65 ans est de 800 euros, de 500 euros pour les 25-65 ans, et de zéro euro pour les moins de 25 ans* ». « *Je plaide aussi pour la majorité sociale* », a-t-il ajouté. De la même façon, il a appelé à supprimer toutes les protections catégorielles et à veiller au fait que la jeunesse soit intégrée dans le droit commun. Pour l'ancien Secrétaire général de la CFDT, le patronat et les syndicats ont tous une responsabilité dans la situation actuelle des jeunes, puisqu'on a « *longtemps vécu sur le mythe qu'il suffit de faire partir les seniors pour faire rentrer les jeunes ; aujourd'hui on s'est trompés sur les deux segments* ». Il a toutefois souligné les avancées permises par le gouvernement de François Hollande comme la garantie jeunes. Interrogé sur le service civique, François Chérèque a défendu non pas une « *politique de la jeunesse, mais une politique de la Nation, de l'intérêt général* ». Il s'agit d'un véritable emploi, qui a des effets positifs sur le regard du jeune vis-à-vis de la société, et qui souvent permet aux jeunes, après la fin du service civique, d'aller vers une formation ou de trouver un nouvel emploi plus rapidement.

De toutes ces interventions, on retiendra surtout cet « *impératif démocratique* », comme l'explique Fabienne Ferrerons : « *Il faut donner une place nouvelle à la jeunesse dans la société* ».



Audition d'Eloi Laurent

Mercredi 15 octobre, Eloi Laurent, économiste à l'OFCE et auteur de l'essai intitulé *Le bel avenir de l'État-Providence*, a été auditionné par les membres du Comité de pilotage des États généraux des socialistes, sur le thème de l'État social et de ses mutations, notamment celles qu'exigent le changement climatique et la préservation écologique.

En introduction, Guillaume Bachelay a évoqué la double remise en cause en Europe de la protection sociale, « *la plus belle invention qu'une société humaine ait pu produire* » comme l'explique l'auteur dans son ouvrage, par le néo-libéralisme et par la social-xénophobie. Face aux nouveaux risques écologiques notamment et pour réduire les inégalités qui perdurent ou qui se créent, il apparaît nécessaire de préserver, développer, et faire évoluer l'État-Providence pour améliorer la protection collective.

Ainsi, Eloi Laurent a tout d'abord jugé que face au discours imprécis des néo-libéraux sur la compétitivité, l'État-Providence produit, lui, des « *choses très précieuses pour les sociétés* » et permet la réduction des inégalités. L'idée selon laquelle l'État-Providence freine le dynamisme économique est historiquement fausse puisque quand celui-ci a été inventé à la fin du XIX^e siècle, dans un contexte de première mondialisa-

tion et de révolution industrielle, « *il n'a rien fait régresser économiquement, et n'a rien coûté en termes de croissance* ». De la même façon, dire que l'État-Providence serait le responsable de la crise économique est une hérésie, car en 2008 le chômage était à 7% et les comptes sociaux légèrement déficitaires : « *nos difficultés sont dues à la folie des marchés financiers et à la déraison des politiques d'austérité* », a ajouté cet économiste.

MUTATION DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

Enfin, envisager l'État-Providence comme la raison du déclin européen à long terme est contradictoire avec l'évolution constatée dans le reste du monde : « *le monde entier cherche à construire l'État-Providence* ». En effet, ne pas avoir d'État social a un véritable coût économique. En témoigne la part respective du coût du système de santé dans les PIB français et américain : le système de santé privé américain coûte 18 % du PIB, alors que le système de santé public coûte 11 % du PIB en France.

« *L'État-Providence est l'institution la plus efficace et la plus juste qu'on ait inventée dans la longue histoire de la*

coopération humaine », a insisté Eloi Laurent. Rappelant ces fondamentaux, il a par la suite appelé à une mutation de l'État-Providence. Ainsi, il explique que « *le XXI^e siècle est la métamorphose du risque social en risque social-écologique* ». Chaque crise écologique que nous traversons est aussi une crise sociale en raison des inégalités face aux risques environnementaux. Eloi Laurent appelle les « *inégalités environnementales* », les différences d'exposition aux risques (pollution de l'air, accès à l'eau, exposition aux pollutions chimiques, etc.) et la précarité énergétique. Lors de « *crises écologiques* », « *l'impact social est différentiel en fonction des groupes sociaux* ». Pour l'économiste, la canicule de 2003 en France en est un exemple probant. Plus actuelle, la diffusion du virus Ebola est l'un de ces nouveaux risques sociaux-écologiques visés par Eloi Laurent : « *ce sont des maladies directement liées au fait que les humains portent atteinte à la biodiversité* ». Seul l'État-Providence pourra « *encaisser le choc* », et faire face aux crises écologiques. Pour cela, la France devra se doter de « *structures pour les inégalités environnementales* », a-t-il estimé.

Dès lors, selon Eloi Laurent il est nécessaire aujourd'hui de « *prolonger écologiquement l'État-Providence* ».

« Nos efforts doivent être communs au sein de l'Union européenne »



Interview de Jeppe Kofod,
du parti social-démocrate
danois (MEP)

Que signifie être social-démocrate, selon vous ?

Selon moi, les sociaux-démocrates se battent pour la solidarité, l'égalité, le respect, la liberté et la justice dans les domaines sociaux et économiques. Nous représentons ceux qui ne se lassent jamais de lutter pour assurer des opportunités et de meilleures conditions de vie aux citoyens ordinaires. Cela comprend le combat contre les injustices sociales, pour le développement durable, l'éducation pour tous et contre la concurrence injuste avec une imposition importante et des conditions de travail difficiles pour les employés.

Comment les sociaux-démocrates peuvent-ils parvenir à leurs buts ?

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ne peuvent pas être résolus par les pays qui agissent seuls. En tant que membres de l'Union européenne et acteurs d'un monde globalisé, nous devons coopérer pour s'occuper des problèmes et des défis qui nous sont imposés.

Je pense que l'UE est un acteur essentiel dans la résolution des questions qui touchent à l'énergie et la sécurité, au changement climatique, à la criminalité internationale et à la cybercriminalité, mais aussi à la croissance et à l'emploi. Ces derniers points sont essentiels pour combattre le taux inacceptable de chômage des jeunes Européens. Ces problèmes ne peuvent être résolus par les pays seuls, nos efforts doivent être communs.

Avec le parti des socialistes européens (PSE) et le groupe social-démocrate au parlement européen, les sociaux-démocrates européens devraient œuvrer ensemble pour un vrai changement, une nouvelle politique en rupture avec celle menée par des gouvernements, des commissaires et un parlement européen dirigés par la droite ces dix dernières années. Nous devons investir pour les gens, c'est-à-dire dans une éducation pour tout le monde, et pour un accès facilité au marché du travail pour les jeunes. Nous avons besoin d'un plan d'investissement à l'échelle européenne qui aiderait nos sociétés à devenir plus durables socialement, économiquement et en termes d'environnement.

Quelles devraient être les priorités des sociaux-démocrates pour la prochaine décennie ?

Nous devons aux générations futures de ne pas leur léguer une planète abîmée par des dommages irréparables à cause du réchauffement climatique et d'un mode de vie trop dispendieux. Nous devons répondre au changement climatique et protéger la nature. Pour cela nous devons poser des objectifs ambitieux en termes d'énergie verte, d'économie des ressources, afin de créer une croissance durable.

L'un des défis les plus importants de nos jours, c'est celui du chômage des jeunes. Notre priorité est de créer des emplois et des opportunités pour les jeunes européens. Un jeune de moins de 25 ans sur quatre est sans emploi. Nous ne pouvons l'ignorer. Créer une croissance économique durable est cruciale et nous devons investir afin de permettre l'émergence de nouveaux emplois. Mais la qualité du travail est importante aussi.

Les entreprises européennes ne doivent pas participer au nivellement par le bas des conditions de travail et des salaires. L'émergence d'un nombre toujours plus grand de travailleurs pauvres est inacceptable. Tout le monde a le droit à une vie décente avec un travail et une rémunération qui permettent de répondre à ses besoins et à ceux de sa famille.



États généraux des socialistes

« Inventons ensemble
le nouveau progressisme ! »

Militant-e-s et sympathisant-e-s
vous êtes au cœur de cette démarche

Contribuez directement à la rédaction
de la nouvelle carte d'identité
du Parti socialiste

Partagez sur : Twitter et Facebook



#egps